

## Grand Débat Corbreuse

Compte -rendu de la réunion du mercredi 13 mars 2019

Modérateur et rédacteur du compte-rendu : Bertrand Villain

20h30 – 22h30

18 participants

1. Les services publics
2. La fiscalité
3. Démocratie, citoyenneté
4. La transition écologique

### 1. Les services publics

La première des préoccupations concerne l'inégalité à l'accès aux services publics selon les territoires. Les habitants de Corbreuse ont le sentiment d'être très à l'écart de l'agglomération parisienne et des services publics qui y sont liés : Réduction d'effectifs aux impôts, la CPAM a fermé son antenne à Dourdan, incertitudes concernant l'avenir de l'hôpital après la fermeture de la maternité, des services de chirurgie et de la gendarmerie qui cumule les problèmes : à la fois des personnels en sous-effectif et des locaux trop petits. La reconstruction sera-t-elle prise en charge par l'état ou par la commune de Dourdan ?

Tout cela impose des déplacements vers Etampes ou vers Evry, la préfecture de l'Essonne, à laquelle Corbreuse n'est reliée par aucun mode de transport en commun. Quant aux déplacements en voiture, ils sont d'autant plus coûteux que l'autoroute est soumise à péage (Dourdan) alors que l'entrée est à moins de 50 km de Paris.

La réponse par la digitalisation de ces services publics ne rassure pas les personnes handicapées et/ou âgées ou ne possédant ni ordinateur ni accès Internet. Et Internet n'est pas infallible ! En cas de problème, il est difficile d'obtenir de l'aide d'administrations surchargées où l'accueil est souvent problématique.

Autres inquiétudes : le sort des écoles élémentaires des villages du sud Essonne menacées par des fermetures de classe alors que les collèges et lycées (en particulier ceux de Dourdan) sont en sureffectif.

En ce qui concerne le découpage administratif, le rôle du département et des intercommunalités est remis en question alors que l'échelon communal apparaît très important aux yeux des intervenants non seulement en raison des services de proximité offerts aux habitants mais aussi en raison de la cohésion des territoires. Cela n'empêche pas d'envisager la fusion de certaines communes entre elles. Enfin, concernant la situation particulière du sud Essonne, la préfecture est trop éloignée et beaucoup se sentent plus proche de la région Centre que de l'Île de France, et même redoutent d'être encore plus rejetés par le futur Grand Paris.

### 2. La fiscalité

Unanimement perçue comme injuste, trop lourde et inefficace qu'il s'agisse de la fiscalité directe ou indirecte et même comme une punition, particulièrement en ce qui concerne les retraités qui sont soumis à la CSG.

Les droits de succession sont également mis en cause.

La fiscalité des entreprises génère le même sentiment d'injustice : pourquoi les PME, les artisans sont-ils plus imposés que les grandes entreprises, particulièrement les GAFA ? Les intervenants regrettent que l'Europe n'adopte pas une position commune sur cette dernière question. Une harmonisation de la fiscalité à cette échelle est vivement souhaitée. On demande aussi la révision des niches fiscales. Mais aussi la mise en place de la taxe Tobin. On demande surtout des économies dans le fonctionnement de l'Etat. En ce qui concerne la fiscalité locale, la suppression de la taxe d'habitation soulève des questions : comment sera-t-elle compensée ? Les privilèges de certains hauts fonctionnaires, des ministres ou les cumuls de retraite sont dénoncés.

### 3. Démocratie et citoyenneté

Le sentiment général qui s'exprime en premier est que les politiques n'écourent plus la population.

Egalement partagé, le sentiment que cette population est fragmentée en de nombreux sous-ensembles isolés ou opposés. La plus frappante de cette opposition est celle qui concerne les villes et les campagnes.

On souligne pour recréer ce lien l'importance des associations mais on regrette la quasi-disparition des syndicats ou celle du service militaire et l'on rappelle le rôle de la famille et de l'école.

On regrette aussi la perte de sens de l'Europe.

Quant à la commune, elle est largement plébiscitée pour sa capacité à créer du lien au sein de la communauté et entre la population et les élus.

Des suggestions multiples sont faites :

- Instauration d'un service civique, national de 3 ou 4 mois en continu
- Un véritable statut de l' élu avec garantie de réemploi dans son entreprise à la fin de son mandat pour favoriser une réelle représentativité de toutes les catégories socio-professionnelles à tous les échelons de la vie politique, en particulier au parlement.
- Professionnalisation des collaborateurs des élus locaux par une meilleure formation
- Elections législatives à mi-mandat qui favoriseraient le contrôle du pouvoir par les citoyens, unification de la durée de tous les mandats mais calendrier dissocié des élections en particulier pour les présidentielles et législatives
- Prise en compte du vote blanc
- Vote obligatoire mais les avis sont partagés sur la question d'éventuelles sanctions
- Suppression des privilèges des députés et des sénateurs
- Elections législatives avec une dose de proportionnelle
- Référendum sur le modèle de la votation suisse, avec éventuellement comme condition que l'adoption de la proposition se fasse sur un vote favorable des deux tiers (en tout cas bien au-delà des 51%)
- Rééquilibrage des pouvoirs exécutif et législatif

### 4. La transition écologique : beaucoup de questions et de propositions

Pour réduire la pollution générée par les transports :

- Faut-il favoriser réduire voire interdire le diesel ? Pourquoi certains secteurs comme le transport aérien sont-ils exonérés de toute taxe alors que l'automobiliste est surtaxé ?

- Faut-il favoriser les véhicules électriques ou hybrides ? mais alors pourquoi ces véhicules sont-ils si chers, ce qui fait obstacle à la transition écologique ? La fabrication des batteries, en Chine, leur transport, leur retraitement : est-ce si écologique que cela ?
- Il faut développer des transports propres : le ferroutage, les canaux fluviaux et non les autoroutes

#### Production et consommation

- Il faut développer la consommation durable et lutter contre l'obsolescence programmée
- Il faut réduire les déchets, les emballages et privilégier la vente en vrac ; rétablir le système des consignes pour récupérer le verre
- Il faut privilégier les circuits courts de commercialisation aussi bien en ce qui concerne les biens de consommations durables que l'alimentation

#### La préservation de la nature et l'agriculture

- Pourquoi avoir reculé sur l'interdiction du glyphosate ? Il faut lutter contre les lobbys productivistes. Une harmonisation européenne est demandée.
- Pourquoi restreindre l'utilisation de pesticides en France et importer, d'un commun accord entre pays européens, des produits tels que les tourteaux pour alimenter le bétail, contaminés par l'utilisation intensive de pesticides dans ces pays exportateurs.
- Une autre agriculture est possible : retour à une agriculture qui associe sur un même territoire cultures végétales et élevage, ce qui est aussi la condition du développement des circuits courts de consommation, et ce qui est une des façons de lutter contre la perte de fertilité des sols.
- Le retour à la polyculture est aussi un moyen de lutter pour la biodiversité : les insectes (les abeilles par exemple) meurent autant de faim que de l'action des insecticides